L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No. 16 RUE DES CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS
SAMEDI MATIN, 2 AOUT.

REVUE DE LA PRESSE.

Les feuilles républicaines s'efforcent de donner un grand retentissement au discours de M. Gambetta; elles le louent avec effusion ce matin et dans des termes presque idéoliques.

Le *Siècle* dit:

"L'orateur donne des explications aussi précises que possible sur ce qu'il faut entendre par les nouvelles couches sociales."

L'Avenir:

"Le discours d'aujourd'hui est un des meilleurs qu'ait jamais prononcés M. Gambetta. Si je remonte dans mes souvenirs, je ne puis lui comparer que le discours fameux dans lequel il a exposé, devant le Corps législatif, la théorie de la République et du suffrage universel.—Une langue admirable sobre, correcte,—une voix sonore, pleine, toujours égale. Ce discours prodigue dans le pays une grande et salutaire impression."

"Il était temps de faire justice de cette calomnie qui regardait l'expression de nouvelles couches sociales comme une déclaration de guerre civile. M. Gambetta a écrasé la calomnie."

Le *Journal des Débats* est très contrarié:

"M. Gambetta, dit-il, a occupé longtemps la tribune, non sans éloquence, tantôt avec beaucoup d'habileté, tantôt avec une grande maladresse. M. Gambetta a été adroit lorsqu'il a dit qu'en parlant de nouvelles couches sociales, il n'avait voulu parler que de nouvelles classes politiques.—Chaque citoyen, dit-il, qui détient le droit de suffrage intréduit de nouvelles classes dans la vie politique; comme le suffrage universel n'apparît il pas produit dans ce sens une révolution heureuse et féconde? C'est ce que j'ai voulu constater, et j'ai salué l'avènement de ces classes nouvelles qui seront nombreuses, intelligentes, capables de comprendre et de conduire les affaires.—M. Gambetta a été très maladroit lorsqu'en face de ces couches sociales, il a affirmé qu'il existait d'autres couches qui n'étaient plus que la représentation de l'ancien régime; enfin, il a dépassé tout à fait la mesure, lorsqu'il a affirmé, d'une voix impérieuse, qu'il existait deux France, et que l'une devait céder la place à l'autre.

"La France de l'ancien régime, elle est représentée par nos bancs; a-t-il dit en montrant le banc des ministres, et il a accusé le gouvernement de préparer des projets de réaction téméraire et de se disposer surtout à porter atteinte au suffrage universel: une Assemblée législative l'a fait autrefois, et vous savez qu'elle a donné par là non pas un certain mal, mais un prétexte au coup d'État qui a rétabli l'empire. Vous marchez sur les traces funestes de vos devanciers, vous subirez, comme eux, le sort que vous leur avez infligé. Vous avez refusé la conciliation qui vous était offerte sur le terrain de la République: vous êtes les maîtres en ce moment, mais le suffrage universel aura son tour de parole, et vous verrez alors comment il répondra à vos prétentions.

"Le discours de M. Gambetta produira un grand effet, un effet plus vif que nous ne le voudrions. Les erreurs dangereuses en coupables y sont mêlées à des vérités malheureusement trop certaines."

Paris Journal se borne à dire:

"M. Gambetta, dictateur, réfute suffisamment M. Gambetta, orateur."

L'ARMÉE ET LES PARTIS.

Dans l'allocution par laquelle il a ouvert la séance d'hier, M. le président Buffet c'est à bon droit autorisé de l'exposé de M. Grévy qui, au lendemain de la revue du 30 juin 1871, s'était rendu, lui aussi, l'interprète des sentiments de ses collègues. "Nous avons senti hier,—disait le prédécesseur de M. Buffet,—à un beau spectacle, bien fait pour relever les cœurs. Nous avons vu défiler, dans une attitude disciplinée et martiale, cette armée glorieuse qui venait de rétablir dans la capitale le règne des lois et de sauver la civilisation." Les paroles de M. Grévy furent couvertes d'applaudissements unanimes, et un sentiment de la Chambre demanda qu'elles fussent mises à l'ordre du jour de l'armée.

M. Buffet a ou l'ingénieuse idée de présenter comme une séance aussi émouvante que les plus belles l'assistance officielle de l'Assemblée à la revue. "A cette séance, —a ajouté l'honorable président,—il n'y a pas eu de discussion et *il n'y avait plus de partis*." Cela est profondément vrai. Nos malheurs ont eu pour résultat de placer les questions relatives à l'armée au dessus des discussions de parti, en rectifiant une foule de préjugés et d'impressions fausses.

Aujourd'hui, à quelque opinion que l'on appartienne, on s'accorde à reconnaître la nécessité d'une armée puissamment organisée et fortement disciplinée.

Malheureusement pour nous, il n'en a pas toujours été ainsi. Nous nous souvenons encore du temps où M. Berryer demandait, avec son éloquence habituelle, une réduction de nos forces militaires, et où les Prud'hommes du parti républicain réclamaient à cor et à cri la désarmement et l'abolition des armées permanentes. "Il nous faut une armée qui n'en soit pas une", disait M. Jules Simon, qui n'est pas Prud'homme, mais qui intrigue à ses électeurs. De son côté, M. Barnier-Pages ne connaissait rien de plus décisif, en cas d'invasion, que le soulèvement des masses. C'était aussi le temps où, lorsqu'on voyait se produire quelque exemple d'indiscipline, il se rencontrait toujours un député pour glorifier les réfractaires et en faire les héros du moment.

Le parti républicain, du jour où il a été au pouvoir, a rudement expié l'erreur commise par un trop grand nombre de ses membres. Il a pu se convaincre alors, à ses dépens, qu'il n'y a d'armée sérieuse que celle qui a été instruite, exercée, disciplinée, et que le patriotisme le plus énergique ne saurait suppléer à l'organisation dans les conditions de la guerre moderne.

La leçon nous a coûté cher: mais nous croyons qu'elle est complète et définitive. Nous sommes guéris des théories énervantes du désarmement, et le soulèvement des masses n'apparaît plus comme une légende. Chaque parti a mis dans son programme la constitution d'une armée solide, et l'on ne s'engage plus pour enlever les voix des électeurs, à réclamer la réduction d'un contingent à des proportions qui ne nous laisseraient d'armée que sur le papier.

Au milieu de nos querelles byzantines et du fractionnement des opinions, c'est quelque chose que cet accord des partis à placer l'armée en dehors de leurs controverses. Cette unanimité, que nous sommes heureux de constater, est une des conditions du temps présent. Vis-à-vis de l'Europe, c'est la garantie de notre indépendance nationale; en face des ennemis de la paix publique, à l'intérieur, c'est une sauve-garde contre la décomposition et la dissolution auxquelles la désorganisation systématique de l'armée livre aujourd'hui la malheureuse Espagne. (*France.*)

Le centre gauche s'est réuni hier, sous la présidence de M. Léon Say.

L'objet de la réunion était de savoir si, avant la prorogation de l'Assemblée nationale, le centre gauche ne jugerait pas nécessaire d'affirmer une fois de plus ses principes.

On a été généralement d'accord qu'il serait bon de faire connaître au pays que la réunion est plus que jamais convaincue qu'il n'y a de gouvernement possible que la République conservatrice, et qu'elle est très décidée à appuyer, dès la rentrée, les projets constitutionnels présentés par M. Thiers.

Toutefois, l'accord n'a pu s'établir quant au moyen à prendre pour réaliser cette intention commune.

M. Marcel Barthe a proposé à la réunion qui a toujours pris jusqu'ici l'initiative des réformes constitutionnelles, d'adresser dans un manifeste, ses sentiments favorables aux projets déposés par le gouvernement de M. Thiers, et de prendre le texte de l'exposé de ces projets pour souteuir la politique du Message du 13 novembre dernier.

M. de Marcère a proposé un manifeste soutenant purement et simplement la nécessité de la République conservatrice.

M. Jules Favre voudrait que le centre gauche déposât une demande d'interpellation sur la politique intérieure du gouvernement. Cette interpellation serait discutée avant la prorogation et, dans le cours de la discussion, le centre gauche affirmerait la République et les institutions républicaines d'une façon assez large pour rallier à son ordre du jour la gauche modérée.

Ces diverses propositions ont été combattues par M. de Choiseul, qui conseille d'attendre une occasion favorable. M. Bethmaold s'y est également montré opposé.

La réunion s'est séparée sans prendre de décision, et il est peu probable qu'elle sorte, avant la prorogation, de l'attitude négative qui semble prendre de plus en plus faveur parmi ses membres.

Le président de la République est venu hier à Paris dans l'après-midi pour aller s'installer avec toute sa maison au palais de l'Elysée jusqu'à mercredi prochain.

Le départ de Nasser-Eddin est officiellement décidé pour le 23 courant.

Le shah se rendra à Lyon et de là à Vienne.

Quant au voyage à Marseille, il n'en est plus question.

La réception de l'Elysée, qui aura lieu mardi, terminera la série des fêtes officielles. Le shah a exprimé le désir de passer les dernières journées de son séjour à Paris sans aucune espèce d'apparat.

Quelques journaux annoncent que l'ex-impératrice est malade. Elle va se soigner en Ecosse, à Dunsmuid, pendant plusieurs mois.

Le président de l'Assemblée nationale a été appelé vendredi chez lui pendant qu'il présidait la séance, un grand dignitaire persan venait, de la part du shah, lui remettre le grand-cordon persan.

Le président de la République est allé vendredi à Paris rendre visite au shah pour le remercier du grand-cordon et du présent qu'il lui a fait remettre hier soir.

Le duc de Broglie a également rendu par chaud la visite que celui-ci lui a faite jeudi.

Notes sur la Perse.

VIII.

Il y avait entrainé une imprimerie persane à Tavriez; c'était, je crois, Mirza Ali qui en avait envoyé le matériel. Mais elle ne l'imprime des Persans ou plutôt leur donne des vieilles méthodes que l'imprimerie est tombée dans la décadence la plus absolue pour faire place à une autotypographie. En effet, même le goût oriental, au livre n'a de valeur que lorsqu'il reproduit l'écriture de son auteur. Chaque exemplaire d'un livre est un facsimile de la manière dont l'écrivain se tire des mille et une difficultés de la calligraphie orientale. Aussi, en ouvrant un livre de poésies par exemple, assiste-t-on à des fantaisies étonnantes. Ici c'est une pièce en strophes carrées, là une pièce en losange; plus loin le quatrième figure une rose ou un palmier, on, je ne sais quoi de plus saugrenu, un cheval, je suppose, ou un palais dont des foules de monosyllabes figurent les colonnes. C'est un défi au bon sens, à la raison, au goût, à l'élégance; et plus on est expert en ces sottises, plus on a d'esprit.

Il y a pourtant d'excellentes éditions des livres persans, des éditions vraiment royales, d'un texte authentique et d'une impression si correcte, si matériellement belle qu'elles sont en Orient d'un prix inestimable. Ces œuvres magnifiques, dignes de la civilisation la plus avancée et de la science la plus complète, sont dans la Bibliothèque nationale, à l'intelligence, j'allais dire au génie de nos savants et de nos typographes. J'ai vu notamment un plusieurs volumes (format atlas) les œuvres de Firdousi: c'était un présent de Napoléon III au shah actuel, qui en avait été bien surpris. C'est un chef-d'œuvre de correction, de goût et d'impression. Les exemplaires ne sont pas dans le commerce et il n'en a été tiré qu'un nombre restreint.

Voilà pour l'instruction publique et l'imprimerie en Perse. On se doute que les autres branches de l'administration ne sont pas en moindre souffrance.

Ainsi les finances, ont, les finances, qui devraient au moins préoccuper les Orientaux, puisqu'il n'y a pas de race plus avide, plus avare, plus âpre au gain, les finances offrent le plus singulier et le plus inextricable désarroi.

En allant un jour au palais prendre de l'argent, je rencontre le trésorier, qui fumait un calian, nonchalamment étendu sur les bords d'un bassin. Je lui expose le but de ma visite. Il plonge la main dans une bourse, alligne des tomans, me fait donner un reçu sur un papier informe, avec un crayon, et pieusement, sans même l'avoir lu (c'était en français), l'introduit dans un mouchoir noué au quatre coins. C'était son régistre.

La déception du impôts se fait d'une façon dérisoire et tout immorale. Le trésorier de Tabriz a une liste, qui date de Xerxès, et sur laquelle sont inscrites les sommes que doivent verser les principales villes: parmi celles-ci plus d'une n'existe plus. On en est quitte pour liquider ses comptes et les soustraire du total. Mais les autres n'en ont pas moins payé pour l'absente. En outre, qu'importe au trésorier, pourvu qu'il reçoive bien le tribut qu'il lui faut, que les percepteurs gaspillent ou gardent ce qu'ils reçoivent en trop! Ici ils n'y manquent pas, les gabelous! Ils font des fortunes scandaleuses. L'impôt annuel doit rapporter au shah une quarantaine de millions: là-dessus il doit entretenir l'armée, les principales villes, les ambassadeurs, les gouvernens de province! Il doit entretenir son harem, ses femmes, etc. On voit que le pauvre homme n'est pas riche. Je suis bien sûr que tout rebelle qu'on le représente aux yeux de l'Europe, il comprendrait tout de suite le mécanisme financier des empruntes. L'Europe n'a qu'à se bien tenir: cela viendra.

Au reste, comment l'impôt pourrait-il rendre davantage? Les géographes donnent à la Perse une population de huit millions d'âmes. Mais où les prend-ils? Le voyageur sincère ne peut évaluer cette population à plus de trois millions. Il est vrai qu'il faudra sensiblement falquer de ce chiffre les tribus errantes, les provinces insoumises qui ne paient jamais rien. Quand on y pense, la misère du shah fait pitié.

L'argent ne circule pas en Perse et on y ignore absolument le crédit. Dès qu'un tomans apparaît dans une famille, le père le fait immédiatement disparaître dans une caisse: il ne l'en fera plus sortir qu'à la dernière extrémité. C'est la coutume depuis des siècles. Ainsi, très certainement, y a-t-il en Perse des millionnaires, et non pas, comme chez nous, riches de papiers, mais bien riches d'or, d'un or fin et léger comme l'or d'Afrique. Mais qui connaît ces richards. La rumeur publique les désigne sans succès: ils n'en sont pas plus dégénérés.

Au contraire, ils s'affublent d'habits dégoûtants, vont mendier, crient misère. C'est à la lettre. Tant la tyrannie des grands, tant l'instabilité de la richesse, tant le vol légal, les confiscations ont épouvanté les propriétaires! Il faudra des lois, et peut-être des violences pour modérer, corriger ces caractères. Comment, en outre, aspérer jamais leur imposer notre système financier, nos façons de percevoir l'impôt direct et indirect? Ces hommes qui ne dépensent pas même ce qu'ils ont qu'un luxe grossier, changeront du jour au lendemain leurs habitudes, et en faveur de l'État, cet être abstrait qu'ils ignorent et qu'ils détestent! Si le shah ni Malcom Khan ne doivent l'empêcher.

Les ministères ne sont pas constitués en Perse comme en Europe. C'est le premier ministre qui expédie toutes les affaires. Ce n'est que depuis son voyage que le shah a attribué à différents individus les relations extérieures, l'instruction publique, le commerce, etc. En réalité, c'est une fiction. Le ministère des affaires étrangères n'est constitué que depuis deux ans, et avec quelle défectuosité! C'est pourtant le plus utile, car on peut dire que de lui, à peu de chose près, tous les autres ministères dépendent. L'avenir de la Perse est certainement entre les mains du futur ministre des affaires étrangères.

Il n'y a pas si longtemps encore que malgré tous les efforts des Européens, la Perse était pour ainsi dire un pays fermé. Les indigènes s'obstinaient à ne pas faire de routes. L'intérieur des terres n'était abordable qu'à des voyageurs intrépides, et les côtes n'étaient connues que par un cabotage insignifiant. Aussi, quand un hôte apparaissait, il était reçu comme Ulysse chez les Phéaciens. Ces récits passaient de bouche en bouche, augmentés par l'imagination orientale, et Dieu sait quelles idées on se faisait de l'Europe! Néanmoins quand les Russes, quand les Anglais faisaient leurs invasions, il fallait bien ouvrir les yeux. C'est du jour où Hérat a été prise qu'il faut dater le salut de la Perse. Sans ce malheur, qui a porté de si bons fruits, les Persans achèveraient lentement de mourir sans autre souci.....

GABRIEL D....

(*A continuer.*)

DIVERS.

JARDIN DE MAGNOLIA.

Chaque jeudi cette belle promenade offre des charmes nouveaux. Fêtes, concerts récréatives, danses, chants, soupers, etc.

Cabinet chinois gratis.

LE REMARQUABLE ORGUE CONCERT GRATIS ET BAL.

Restaurant et bière servis de nuit et de jour. Chemin de fer. Tramways du Jardin toutes les heures de la journée. Omnibus à la porte du jardin pour rien.

Depuis le soir on trouve un beau piano.

Août—3m RICHARD HOMANN.

Consulat de France
A LA NOUVELLE-ORLEANS.

A VIS est donné aux ALSACIENS-LORRAINS qui, par l'expiration du délai de trente jours, étaient dans l'impossibilité de se présenter à ce Consulat, qu'ils ont jusqu'au 15 courant, à midi, pour se présenter à ce Consulat, afin de faire leur option, ou pour la confirmer, si, ayant déjà fait leur option, ils ne l'ont pas encore confirmée, ou pour faire leur option, si, ayant quitté le territoire cédé à l'Allemagne, ils ne l'ont pas encore faite